

LA RUSSIE, L'OCCIDENT, LA
FRANCE ET
LA TROUÉE DE SUWAŁKI



La Russie, l'occident, la France et la trouée de Suwałki.

Brochure écrite par E. Vertuis entre 2017 et 2018, pour une publication au nom de l'Unité Communiste de Lyon. La brochure est réalisée pour une mise à disposition pour le compte de la Bibliothèque Numérique Révolutionnaire.

Que vient faire la France dans les Etats Baltes ?

La France vient d'annoncer qu'elle dépêchait un contingent de 300 hommes et d'une poignée de blindés dans les Etats Baltes. Aux côtés de bataillons de la *Bundeswehr* dépêchés par la chancelière Angela Merkel, ce contingent contribue à renforcer la présence de l'OTAN dans la région. Le 5e régiment de Dragons, régiment de combattants sur chars, et le 7e régiment de chasseurs alpins ont ainsi été déployés en Lituanie, dans le cadre d'une coalition internationale visant à protéger les Etats Baltes.

Dans le même temps, en Norvège, le patron de l'USMC -*United States Marines Corps*- déclarait le 16 janvier : «*J'espère me tromper mais une guerre approche*» tout en appelant un renforcement de la présence militaire US en Scandinavie, tout comme des forces militaires propres de ces pays. Ainsi la Norvège a acheté 52 F-35, improprement appelés F-52 par le président Donald Trump.

Quelle inquiétude secoue donc l'occident ?



Figure 1 La trouée de Suwałki entre Kaliningrad et le Belarus

Elles sont, de fait, obsédées par un nom, par un lieu : Suwałki et sa trouée.

Rfi notait le 22 janvier : "*En Lituanie, trois cents militaires français de la mission Lynx prennent officiellement leur fonction aujourd'hui au sein du bataillon multinational de l'Otan. Ils serviront pendant 8 mois sous commandement allemand, aux côtés de Croates,*

Belges et Norvégiens, pour un total de 1 200 militaires."

Suwałki, c'est le graal de la région. Il s'agit d'une petite ville polonaise, à mi-chemin entre la frontière Biélorusse et celle de l'enclave de Kaliningrad. Sa trouée, 50 km, est une minuscule meurtrière, avec deux routes dont une autoroute, qui rattache les Etats Baltes au reste de l'Europe. Tenir la trouée de Suwałki revient à tenir les Etats Baltes dans une poigne d'acier.

Cet espace a donné des sueurs froides à l'occident en Septembre dernier. Et pour cause !

En septembre 2017 l'exercice militaire de la Russie, nommé *Zapad-2017* (ouest-2017) a été mis en œuvre. Cet exercice avait pour objectif de simuler une invasion de la part de l'OTAN de la Biélorussie. D'après les estimations fournies et publiées par les différentes agences de presse spécialisées, cet exercice s'est déroulé dans des proportions hors normes.

En 2013, ainsi, 200 wagons de chemin de fer avaient été mis en œuvre pour transporter le matériel. En 2015, ce nombre avait même décliné à 125. Pour l'exercice prévu, ce ne sont pas moins de 4 162 qui sont déployés, laissant entendre une quantité au moins 20 fois supérieures de troupes et de matériel.

Le terrain envisagé n'était pas anodin : les forces sont concentrées devant les Etats Baltes. Pour l'occident, les perspectives étaient relativement angoissantes : la géographie des Etats Baltes les rend particulièrement vulnérables à une opération surprise, étant quasiment encerclés par l'alliance - parfois orageuse- entre la Biélorussie et le Russie.

La région est extraordinairement vulnérable à une opération de déstabilisation, aux pressions diplomatiques et militaires de la part de la Russie, d'autant que le climat politique et géopolitique indiquait -et indique toujours- une possibilité de crise non négligeable.

La Russie ne se laisse pas faire.

L'un des avantages stratégiques de la Russie dans le secteur est la possession de l'enclave de Kaliningrad. Elle est le Berlin-ouest contemporain. Une épine fichée profondément dans le pied de l'adversaire. L'ancienne Prusse Orientale, partagée avec la Pologne en 1945, est un bastion, un avant poste et un point d'interdiction.

D'un point de vue géopolitique, la possession de la base navale de Kaliningrad est un atout considérable pour la Russie. Bastion installé de l'autre coté du cordon sanitaire, balcon sur la mer Baltique et forteresse verrouillant celle-ci. L'ancienne Prusse-Orientale est également un garrot autour des états Baltes, les étranglant tant du côté de la terre que d'un point de vue terrestre.

Sur l'échiquier Russe, ce petit territoire est une pièce maitresse. Même sans confrontation chaude avec l'adversaire occidental, la présence de missiles antinavires *Kalibr* ou *Bastion / Onyx* ainsi que de batteries antiaériennes S-300 ou S-400 permet d'opter pour instaurer un déni d'accès aux forces navales de l'OTAN.

Les *Kalibr* font peur. Ces missiles à longue portée (entre 300 et 2 600 km) sont équipés pour

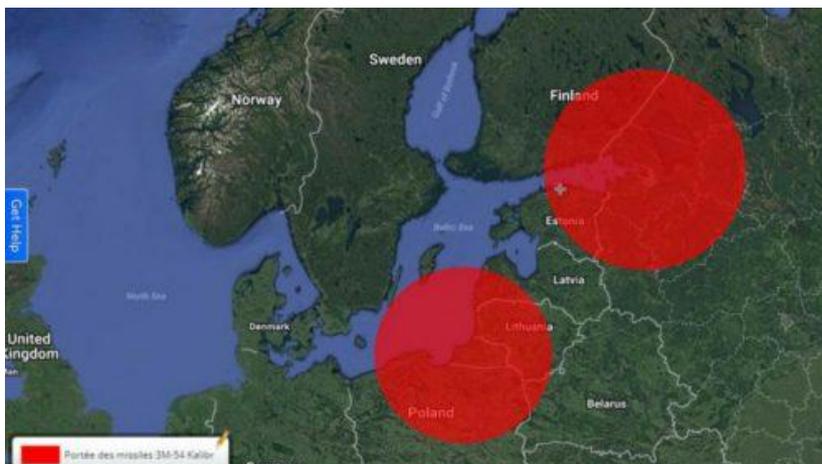


Figure 2 Portée minimale des missiles *Kalibr*

approcher furtivement leur cible, à une vitesse subsonique et au ras de l'eau. Une fois à proximité, ils prennent de la vitesse pour frapper leur cible avant qu'elle n'ait eu le temps de réagir. Les missiles peuvent même effectuer des manœuvres évasives contre les défenses visant à les abattre. Ils peuvent être lancés à partir de sous-marin, de navires, ou même de

simple conteneurs accrochés au châssis d'un camion, donc sont très simples à faire opérer.

Les missiles tirés depuis les navires russes, en Caspienne ou dans la mer Noire, sur les cibles syriennes, étaient un avertissement lancé à l'OTAN sur la possibilité pour la Russie de menacer leurs positions terrestres, mais aussi de montrer la capacité de frappe actuelle contre les forces maritimes américaines.

Cette obsession de faire échec aux groupes aéronavals et de développer une capacité de frappe antinavire prend le pas sur le besoin d'armes stratégiques, déjà disponibles en grand nombre. La création et l'installation, sur de nombreux sous-marins, de lanceurs universels de missiles à changement de milieu, donne du poids à la force de frappe conventionnelle russe, ambitionnant d'arriver à faire jeu égal avec celle de l'OTAN.

Le renouvellement en termes de missiles hypersoniques antinavires russes laisse présager une nouvelle période de vulnérabilité pour les forces de l'OTAN. Tirés depuis des avions de combat, la nouvelle gamme de missiles *Zircon* est destinée à briser la capacité de projection de forces des USA : sa flotte de guerre.



Figure 3 Scénario d'un coup de force Russe tel qu'envisagé par l'OTAN.

Les défenses antimissiles et les défenses à courte portée comme les *Phalanx* peuvent certainement stopper, en créant un écran d'acier, certains missiles. Or, les simulations d'attaque ne mettent pas en jeu un seul appareil lanceur d'engin, mais bien un nombre massif. Le coût financier et humain d'une attaque de saturation resterait toujours inférieur au coût opérationnel et politique de la perte d'un seul porte avion de l'US Navy. Les marges de manœuvres liées à la supériorité navale se réduisent.

Les missiles S-400 *Triumph* sont l'autre bête noire de l'OTAN. Ces missiles sont conçus pour abattre



Figure 4 Action envisagée comme scénario "dur" par la Russie selon l'OTAN

les appareils furtifs B-2 ou F-22, et donc verrouiller les cieux. Ils peuvent frapper à 60 km depuis le sol, tandis que la version aéroportée, n'ayant pas la montée à effectuer, peut liquider toute cible aérienne à 400 km de distance, atteinte en à peu près 4 minutes, du fait de la vitesse foudroyante du missile.

Une mise en alerte de la base de Kaliningrad et de son système de missile signifierais une paralysie de la flotte de l'OTAN, pourtant pilier essentiel des possibilité de projection de force.

De plus, la Russie dispose d'une défense stratégique importante, qui la met dans un relatif abri vis-à-vis des pressions extérieures. La Russie déploie une centaine d'*Anti Ballistic Missiles* autour de la région de Moscou, et probablement en protection des zones stratégiques. Dans le cas d'une

neutralisation mutuelle au niveau de la force de frappe nucléaire, ce sont les forces conventionnelles qui seront déterminantes.

La nouvelle doctrine Russe sur l'emploi des forces nucléaires est moins agressive que celle de la période de l'invasion de la Géorgie. La guerre dans le Caucase était une réelle prise de risque, à l'époque. Il n'était pas forcément évident de connaître la réaction occidentale. En 2008, les déclarations russes tendaient à insister lourdement sur l'usage de l'arme atomique de manière préemptive en cas de menace sur la sécurité nationale.

Aujourd'hui, et ce malgré l'invasion de la Crimée, la doctrine russe s'est montrée plus souple, n'indiquant plus qu'un usage "*en cas d'une agression massive à l'arme conventionnelle mettant en danger l'existence même de l'Etat.*" Dans le cas de figure Criméen, l'invasion rapide a été doublée d'une dissuasion de toute tentative de faire barrage à celle-ci, par la menace de l'arme nucléaire. D'une manière particulièrement intelligente, la Russie a immédiatement opté pour une désescalade après son coup de force ukrainien. Cet effort important s'est immédiatement doublé d'une attitude pacifique envers les autres acteurs, d'une absence de poursuite en nouvelle-Russie, en somme d'une mise en œuvre d'une politique d'attente que soit acté le fait accompli.

La dissuasion nucléaire occidentale apparaît comme faiblarde comparativement à celle de la Russie. Politiquement, il paraît invraisemblable de voir la France utiliser l'arme nucléaire contre un acteur, aussi menaçant soit-il. Cela exigerait une unité de volonté qui n'apparaît pas, à l'heure actuelle.

Appliquée au cas de la trouée de Suwałki, un coup de force suivi d'une désescalade pourrait aboutir, le précédent ukrainien l'indiquant, à une politique d'acceptation doublée de sanctions symboliques et temporaires.

D'autant que l'OTAN est faible dans le secteur et que sa marge de manœuvre est drastiquement limitée.

Une OTAN Faible tactiquement.

La grande majorité des armées de l'OTAN sont des armées bâties sur le modèle d'une intervention expresse. Elles ne sont pas conçues pour un affrontement symétrique entre deux forces possédant un gabarit globalement similaire. De plus, les forces de l'OTAN et Russes sont construites autour de philosophies diamétralement opposées.

A la suite de la crise ukrainienne, l'OTAN a organisé une campagne de réassurance en direction des Etats Baltes et de la Pologne. De l'aveu même de Antoni Manciasiewicz, les forces occidentales ne pourraient absolument pas être en mesure de stopper une offensive militaire de la part de l'armée russe. Ce n'est par ailleurs pas son but, qui serait uniquement de la dissuader. Par ailleurs, le même interlocuteur semble être convaincu qu'un seul bataillon de l'OTAN présent serait un danger suffisant pour faire renoncer la Russie à tout projet. Le risque d'un entraînement paraît suffisamment dissuasif.

L'OTAN a déployé un certain nombre de forces, hétéroclites et relativement faibles en prévision de l'exercice ZAPAD - 2017 : Une brigade US composée de 84 blindés Abrams. Un petit millier de britanniques, équipés en Challenger 2 ; Une poignée de chars Leclerc (4) ; ainsi qu'un contingent multi national dirigé par le Canada, comprenant des unités espagnoles, italiennes polonaises,

slovènes et albanaises. Pour une des rares fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Allemands sont également mobilisés, armés d'obusiers mobiles et de chars de combat Léopard 2.

Les forces de l'OTAN sont dans une triple situation d'infériorité : Militairement, ils ne représentent rien face aux troupes russes et biélorusses qui pourraient être engagées dans une épreuve de force. Ils disposent, en outre, d'un matériel tout terrain déficient, inadapté aux conditions des Etats Baltes. Si jamais les états occidentaux souhaitent intervenir, le format de leur armée le permet difficilement et ne leur permet pas d'espérer une supériorité quelconque. Géographiquement, ils sont pris au piège dans une poche facile à isoler par la voie terrestre. Politiquement, l'unité de volonté russe apparait comme relativement forte comparée à celle des pays occidentaux. La Russie peut politiquement accepter des pertes humaines et matérielles, chose difficile à tolérer pour l'OTAN.

Pour saisir d'une manière globale la situation géopolitique sous-jacente, l'Unité Communiste de Lyon propose de faire un retour dans le passé.

La lente montée en pression entre occident et Russie.

Dans notre brochure sur la géopolitique américaine, nous avons eu l'occasion d'évoquer les problématiques particulières du rapport entre les USA et la Russie. Les Etats-Unis ne peuvent fondamentalement pas accepter une expansion incontrôlée de la Fédération de Russie, de même que de la part de la Chine, du fait d'un antagonisme géopolitique "génétique".



Figure 5 Le Heartland de Spykman (1943)

Pour résumer brièvement : Dans la conception géopolitique américaine, la Chine et la Russie font partie d'une zone du monde nommée *heartland* : le pays du cœur. Cet espace continental, à mille lieues de toute mer, formerait un bastion imprenable, une forteresse inexpugnable, qui permettrait à la puissance qui la contrôle d'être à l'abri de tout débarquement de troupes ennemies, de tout raid d'importance, de toute conquête de long terme.

Les exemples militaires ne manquent pas. Les "courtes jambes" de la Luftwaffe, pendant la Seconde Guerre mondiale, n'ont pas permis de frapper les grands centres industriels de l'Oural, laissant intact le potentiel militaire soviétique évacué vers l'est. Dans le même ordre d'idée, l'immensité de la Chine l'a rendue impossible à conquérir par les envahisseurs japonais pendant la guerre de 1931 à 1945.

La grande terreur des USA serait de se retrouver face à une Chine et une Russie ayant un accès illimité au commerce international, capable de concurrencer l'Amérique, économiquement parlant, tout en ne pouvant être contraint militairement.

La chute de l'URSS avait, provisoirement, écarté cette menace. La victoire définitive du libéralisme et du libre-échange, dans l'esprit des tenants de la "fin de l'Histoire", devait conjurer définitivement le risque d'une nouvelle guerre mondiale.



Figure 6 Le président de la Fédération de Russie - Boris Ieltsine

Or, il n'en fut rien. Les Etats capitalistes n'ont que deux destins : devenir impérialistes ou finir par être sous domination d'un autre. La Russie ne déroge pas à cette règle.

Ieltsine était un bon agent, pour l'occident. Il en avait fini avec une URSS chancelante, avait livré l'économie à la prédation des investisseurs, avait livré les populations

de la Russie à la misère noire. Sans qu'il soit possible de faire de lui un

compradore, il n'en représentait pas moins une assurance d'une Russie faible et vulnérable.

Son dauphin, Vladimir Poutine, a imposé une autre ligne. Depuis son arrivée au pouvoir, en tant que président du gouvernement (premier ministre) le 9 août 1999, la ligne défendue par le nouvel homme fort fut une constante : une mission de restauration de la puissance et de l'influence géopolitique de la Russie dans le monde. Le discours impérial, nourri d'un mélange de nostalgie brejnévienne et tsariste, a trouvé un auditoire et un électorat. L'idée-maître était donc la suivante : **La Russie ne sera plus jamais humiliée.**

L'arrivée de Poutine

Malgré le fait que les observateurs occidentaux tendent systématiquement à présenter l'élection de Poutine comme le fait d'un coup d'Etat, il est indéniable que l'ancien agent du KGB dispose d'un appui important dans une population russe qui a vu son niveau de vie pulvérisé par la fin de l'Union. L'image présidentielle, virile, solide, dirigiste, plaît. L'attitude face à des questions sociales, vis-à-vis des oligarques, des nouveaux-russes tant haïs, lui a accordé une image de dirigeant sévère mais juste.

Les changements de frontières ont créé un sentiment de mutilation. Celui-ci s'est doublé d'un sentiment d'encerclement : les anciennes démocraties populaires passant dans l'Alliance Atlantique ou rejoignant l'UE, les conflits sur les anciennes marches... L'application, notamment sous la houlette de Zbigniew Brzezinski, du *roll back*, a été perçue par les russes comme une volonté de les refouler hors d'Europe. L'installation de régimes antirusse et réactionnaires, en Pologne, en Ukraine, dans les Etats Baltes est apparue comme un retour du "cordon sanitaire" conçu pour isoler la Russie.

L'attitude des membres de l'Union Européenne, sans être aussi agressive frontalement, s'est traduite par la volonté de maintenir un équilibre géopolitique en Europe. Ainsi, au gré des rapports de forces, la Russie a vu se réchauffer et se refroidir tour à tour l'attitude des différents membres de l'UE.

La fin de la guerre de Tchétchénie, réglée par l'usage de la force brute, a redonné à la Russie la maîtrise de son territoire. L'arrêt des combats, malgré la poursuite d'attentats spectaculaires -mais ponctuels- fut le signal de la fin de la reconquête intérieure. Malgré le fait que la région reste en proie à une situation conflictuelle, la poigne de fer des Kadyrov père et fils a étouffé toute révolte d'ampleur.



Figure 7 images de la guerre de la Tchétchénie (Grozny)

incarne, géographiquement parlant, un avatar du *Heartland* unifié tant redouté.

En 2001, Chine ; Russie ; Kazakhstan ; Kirghizistan ; Tadjikistan et Ouzbekistan, initie une politique de travail commun et de coopération militaire entre ces différents Etats. Elle a été rejointe en 2017 par l'Inde et le Pakistan (!) renforçant l'influence de celle-ci. Cependant, dès sa création, elle est analysée comme une défiance face à

l'occident et aux USA. Pire, elle

Dès cette période un climat de Guerre Froide-bis est apparu. La Russie est revenue sur le devant de la scène comme un adversaire important. Il est apparu au grand jour que l'affaiblissement relatif des USA et de l'occident, à la suite de la crise économique avait permis à la Russie de pouvoir mener de nouveau une politique offensive. Signe avant-coureur, le 7 juin 2007, lors du G8, le président français fraîchement élu, Nicolas Sarkozy, avait été mis "K.O. debout" par son homologue Russe. Après que le premier ait voulu évoquer "des sujets qui fâchent", le second lui aurait rétorqué « *C'est bon t'as fini là ? [...] Alors maintenant de deux choses l'une, ou bien tu continues sur ce ton et je t'écrase ou alors tu arrêtes de parler comme ça et tu verras.* » Une manière de marquer le terrain d'emblée.

La même année, au mois de décembre, la Russie annonce le retour des patrouilles de bombardiers



Figure 8 Intervention Russe en Géorgie (2008)

stratégiques autour de son territoire, impulsant ainsi une volonté de frapper les esprits. Les Tu-95 et Tu-22M, capables de faire effectuer des frappes nucléaires, ont ainsi repris l'air de manière régulière.

Un étape a été franchie avec la guerre de Géorgie, en 2008, dans laquelle la Russie est intervenue militairement sur le

territoire d'un autre Etat souverain, la Géorgie, dans le but, manifestement cynique, d'appuyer l'indépendance de l'Ossétie du sud. Cette intervention a été la démonstration d'une maîtrise renouvelée de l'art opératif, pour une armée sous-estimée systématiquement, mais également de la

faiblesse de l'OTAN et de l'occident, incapable de venir en aide au régime de Saakatchvili, pourtant allié.

Il s'agit d'un moment où une nouvelle dimension apparaît dans les discours. Tout comme à la grande époque du panslavisme, la ligne du Kremlin s'enrichit d'une rhétorique du rôle de la Grande Russie :

celle d'être la protectrice des Slaves et de ses peuples.

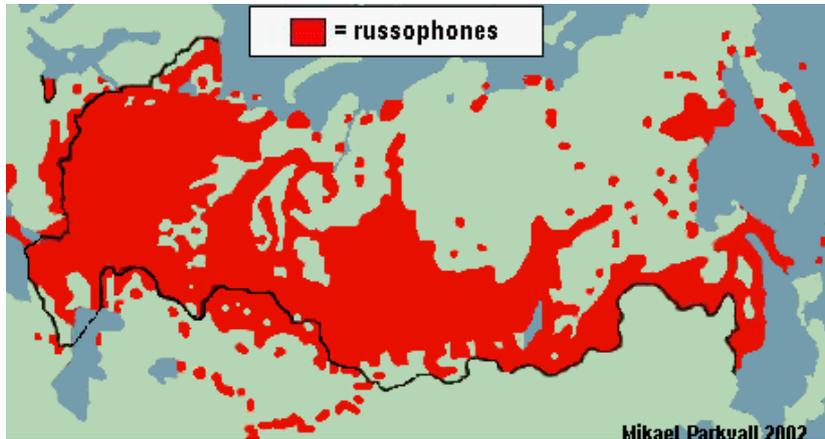


Figure 9 Zones à forte présence russophone

Aujourd'hui, la Russie communique fortement sur la question des minorités nationales russes présentes - et maltraités- dans les Etats Baltes. Il est vrai que ces immenses populations (près de 40% de la population de la Baltique) sont traité d'une manière

particulièrement dure, en particulier en Lettonie, où elles forment des cohortes de citoyens de seconde zone.

La Russie mène désormais une politique d'irrédentisme grand-russien, souhaitant récupérer et intégrer au sein d'un même espace national toutes les communautés russes situées hors de ses frontières nationales. Cet argument a été mis en avant dans l'invasion de la Crimée de 2014 tout comme dans les opérations de protection dans le Donbass au cours de la même année.

Fort logiquement, cette attitude a entraîné une réaction en retour. Les tentatives de la Russie de sortir de l'étau formé par des Etats hostiles se heurtent désormais à une réaction de plus en plus vive.

Printemps Arabes

Parti de Tunisie en 2011, le "printemps Arabe" s'est répandu comme une traînée de poudre à travers le proche et le Moyen-Orient. Ce mouvement s'est finalement heurté à deux types de régimes.

- Des régimes fantoches, comme celui de Ben Ali et de Moubarak, l'un et l'autre étant des marionnettes sans grand soutien populaire, rapidement tombés de leurs piédestaux.
- Des régimes autoritaires, mais disposant d'une assises sociale ou clanique, dans lesquels les tentatives de coups de force ont fait long feu et se sont transformés dans leurs nature, du fait de l'intrusion étrangère, pour devenir des leviers d'un bouleversement géopolitique.

Les deux cas de figure dans lesquels la situation s'est éternisée sont la Lybie et la Syrie. Dans les deux cas, les Russes avaient des intérêts forts dans le secteur.

En 2011, il ne fait pas de doute que Nicolas Sarkozy n'a pas oublié l'incartade avec Poutine, pourtant jugé encore faible. Cela joue probablement un rôle dans le fait que la France soit en tête d'opérations visant à soutenir les rebelles anti-Kadhafi en Lybie. Kadhafi, accueilli en grande pompe en France en 2007, comme un ami par le président français, est vu comme un ennemi mortel en 2011. Celui qui

servait de barrière anti-migrant a commis le crime de lèse-majesté d'octroyer une base navale aux Russes à Benghazi. Surfant alors sur le printemps Arabe, les Français, soutenus par les USA -et non l'inverse !- font tomber son régime, pour le remplacer par le chaos.

Fait intéressant, l'Italie et l'Allemagne s'opposent ou s'abstiennent lors des votes à l'ONU concernant ces sujets. L'Allemagne était alors engagée dans la construction du projet de pipeline sous-marin *Nord Stream 1*, dont l'administrateur n'était autre que l'ancien chancelier Gerhard Schroeder. Celui-ci devait permettre de contourner les Etats Baltes et la Pologne [ainsi que le Belarus, au grand dam de celui-ci] pour délivrer le précieux gaz, provenant de Bakou II, à l'Europe occidentale.

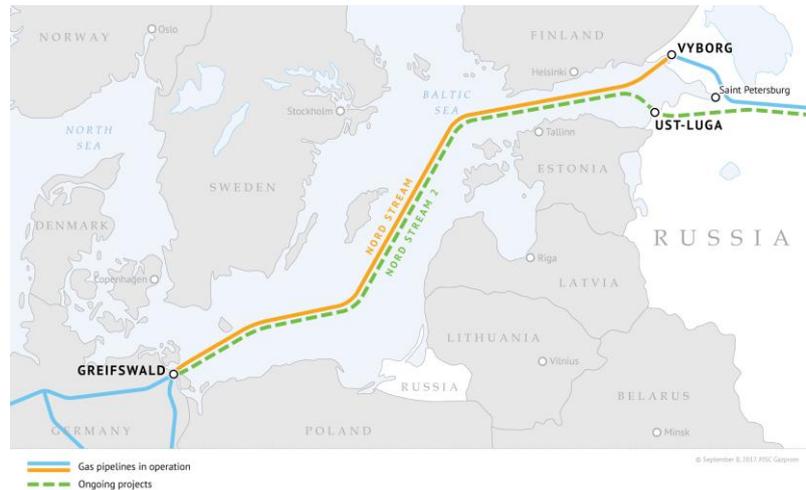


Figure 10 Tracé du gazoduc Nordstream

2011, d'autre part, c'est l'accident du Fukushima, à la suite duquel l'Allemagne stoppe ses centrales nucléaires, augmentant d'autant sa dépendance énergétique. Ce projet à fini par capoter à la suite de questions de découpage des fonds marins, mais a été remplacé par un second projet, lequel n'est pas concerné par les sanctions contre la Russie.

L'Italie, quant à elle, était en discussion sur la construction d'un autre pipeline, *South Stream*, permettant, quant à lui, de contourner l'Ukraine, la Turquie, la Roumanie. Ce projet, en concurrence

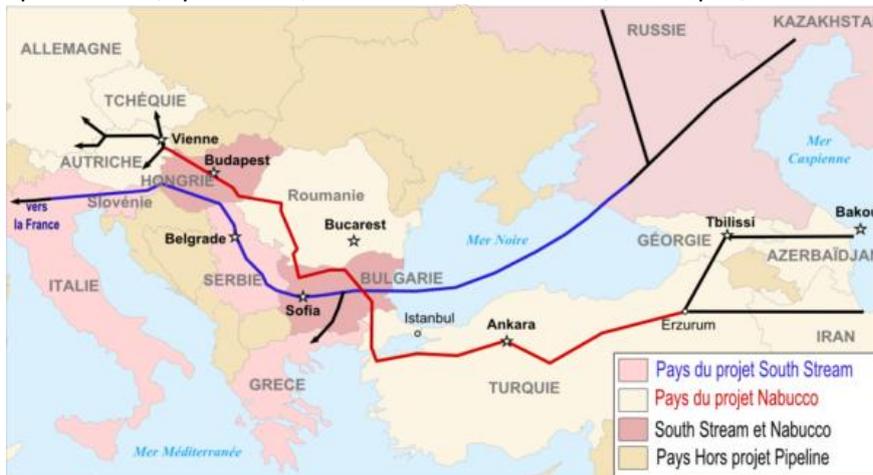


Figure 11 Tracé des gazoducs du sud de l'Europe

avec celui des USA, nommé Nabucco, aurait arrosé directement la Bulgarie, la Serbie, puis l'Italie. Celui-ci a été abandonné le 1er Décembre 2014, d'une part du fait des entraves mises en place par l'UE, de l'autre comme mesure de rétorsion de la part de la Russie, qui a diminué l'approvisionnement en gaz de l'Europe.

Syrie.

A Lattaquié, l'armée Russe a pris ses quartiers, construisant une base aérienne, à quelques pas à peine de la frontière avec la Turquie. A Tartous, le long de la mer méditerranéenne, ils avaient installé une base navale. Celle-ci est essentielle à la stratégie Russe de débordement du cercle de fer qui l'entoure.

La Syrie était une cliente de longue date de la Russie et la France. La première pour des liens géopolitiques datant de l'époque de l'URSS, la seconde pour le mandat donné par la S.D.N. après la Première Guerre mondiale.

La France s'est toujours prévalu d'être la protectrice tutélaire des Chrétiens d'Orient, ce qui lui octroyait un informel mais très concret droit de regard sur les affaires au Levant. Les liens de clientèle avec le Liban et avec la Syrie ont néanmoins perduré, sous des formes également mafieuses.



Figure 12 Su-25 Frogfoot au décollage.

La concurrence de la part de la Russie a, en revanche, toujours été regardée comme une intrusion malvenue. L'accroissement de cette présence a joué un rôle certain dans l'appui de notre Etat à l'opposition contre Bachar Al-Assad. Comme en Côte d'Ivoire, la France, déçue par son laquais, choisit d'en

placer un autre. Gbagbo contre Ouattara, Bachar Al-Assad contre l'ASL. A cette plaie

s'est surajouté, comme une surinfection, la question de la base Russe, qui aiguillonne tous les acteurs géopolitiques. Avec la question Turque, la question Kurde, la question confessionnelle et la présence d'un Etat en faillite, l'Irak, la région est un bocal de nitroglycérine.

Au lieu d'une permutation propre et nette, l'affaire a cafouillé dans les grandes largeurs. Depuis 2011, la Syrie s'enfoncé dans le chaos, dans un billard à quatre bandes, entre Loyalistes, ASL, Forces Démocratiques Syriennes, que nous soutenons au travers, notamment, de la participation à la campagne sur le Bataillons International] et Etat Islamique.

Le passage d'une contestation pacifique et basée sur des revendications démocratique a un guerre civile est délicat à retranscrire. Les responsabilités sont floues et confuses. Il ne fait pas de doute que le régime a cherché à étouffer la contestation, cependant la présence d'agents provocateurs hostiles au régime, tirant aveuglément dans la foule, est attestée par plusieurs témoins.

D'une manière générale, cette brochure n'a pas vocation à trancher cette épineuse question. Toujours est-il qu'un soutien logistique et des moyens technologiques ont été fournis aux rebelles, leur permettant de se montrer particulièrement efficaces contre l'armée loyaliste.

La Russie a fait de même de son côté, le 15 septembre 2015, Vladimir Poutine déclare « *Nous soutenons le gouvernement de Syrie. Nous fournissons, et nous continuerons à [lui] fournir aide et assistance technique et militaire* ». Mais là où elle a réussi à œuvrer particulièrement intelligemment, c'est dans le fait de saisir la balle au bond. L'irruption du terrorisme de l'Etat Islamique en France et en occident ont permis de transgresser les barrières de l'engagement militaire.



Figure 13 Tir de missile Kalibr depuis la Caspienne

Si l'occident est resté dans une politique du *drone strike* et des opérations limitées, la Russie a fait preuve d'un investissement très important dans le conflit. Surtout, elle l'a fait de manière efficace. Au lieu d'actions sporadiques, elle a utilisé ses troupes en appui tactique des forces loyalistes. A partir du 30 septembre 2015, celle-ci ne reculent plus.

Les pertes sont modiques (26 hommes, deux hélicoptères et un bombardier détruit par la Turquie) alors que les résultats sont immenses. Deux effets sont notables : le premier est une démonstration de force et de capacité d'intervention qui stupéfie les observateurs. La Russie use, parfois sans grand

discernement, de ses armes de pointe. Dès le premier jour, elle met en scène un lancer de missiles 3M-54 *Kalibr*, dont nous avons parlé plus tôt. Cela ne se justifie pas techniquement, pas plus que l'emploi de Tu-22M pour bombarder au jugé. Mais l'occasion est trop belle pour ne pas tenter d'en étal.

La seconde est politique : elle dore un blason fort terni. Les campistes se pâment et portent aux nues la moindre avancée comme si elle était le fait de l'Armée Rouge ; les fascistes saluent Poutine et Bachar comme des remparts à l'Islamisme ; la droite fait de même. Finalement, seul le PS, les trotskistes et certains anarchistes restent solidaires de l'ASL. Le camp pro-occidental s'étiolé.

Dans un sens, la guerre de Syrie est une nouvelle guerre d'Espagne, d'un point de vue géopolitique. Chaque camp s'y jauge, jauge ses adversaire, fait preuve de sa capacité opérationnelle à soutenir telle ou telle force. La différence est que le camp du progrès, incarné par les FDS, est nettement moins puissant et nettement moins soutenu.

Ce conflit est l'occasion d'une rencontre entre deux acteurs géopolitiques opposés.

Offensive syrienne appuyée par des missiles russes

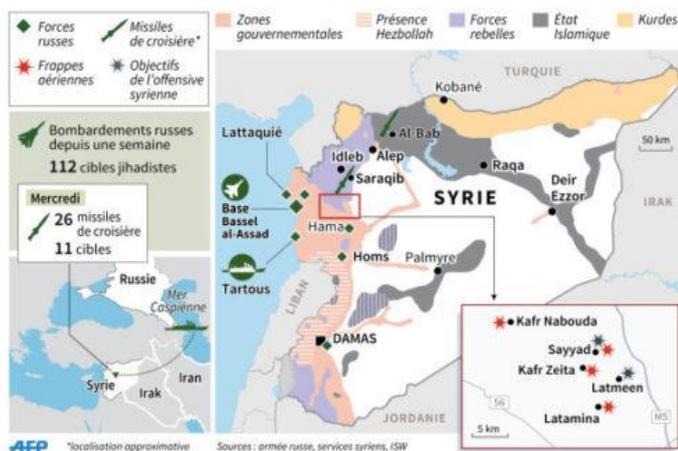


Figure 14 Les frappes Russes en Syrie

La Turquie soutient l'ASL et, en sous-main, fournit une assistance à l'Etat Islamique. Son objectif stratégique est de conquérir le nord de la Syrie, de rafler les régions riches de ce secteur et de détruire les bases arrières de la guérilla du PKK. Elle a donc des visées antagoniques à celles de la Russie, sur la question de l'intégrité territoriale de la Syrie, mais également vis-à-vis de ses alliés de l'OTAN, qui soutiennent de manière croissante la très efficace armée des FDS, notamment l'YPG. Le brouillard de guerre est total.

Le 24 novembre 2015, la Turquie abat un Su-24M Russe, qui avait franchi son espace aérien. Un pilote est tué. Un froid s'installe, avec des sanctions prises. Elle met un an à se dénouer.

Son dénouement, en revanche, est incroyable. La Russie et la Turquie se rapprochent et concluent un accord. Cela permet de terminer la bataille d'Alep-est, la Turquie donnant l'ordre à l'ASL de se retirer et de remonter frapper les arrières des forces Kurdes. Elle illustre une capacité de la Russie à pouvoir trouver des *modus vivendi* entre forces antagoniques, au prix de la vie des progressistes sincères.

Aujourd'hui, ce conflit est en passe de se régler. L'EI est en déroute. Le temps du partage, pour la Russie, est venu. Elle a proposé aux YPG et aux combattants du Rojava de réintégrer la Syrie et de se mettre sous sa protection, en échange de la perte de l'indépendance. Face au refus de ceux-ci, elle se contente de regarder la Turquie tenter d'écraser la poche d'Afrin.

Le régime d'Erdogan, pourtant membre de l'OTAN, vacille sur son alignement. C'est un signe. Erdogan flaire que son engagement au côté de l'UE est un jeu de dupe. Malgré ces liens économiques avec l'Allemagne, malgré que l'Europe le soutienne, l'entrée dans l'Union se heurte à une fin de non recevoir constante. Il est l'allié gênant, le larbin faisant le sale boulot, tandis que ses maîtres gardent les mains propres. *Persona non grata* en occident, il s'ouvre au chant des sirènes moscovites.

Le 21 novembre 2016, nous écrivions dans *La Turquie fait les yeux doux à l'organisation de Shanghai* : « Cherchant sa place dans un échiquier géopolitique au sein duquel elle voudrait exister en tant que puissance régionale, pas seulement en tant que zone d'opération, logiquement, elle monnaie.

Elle a monnayé sa politique sur les migrants auprès de l'UE, acceptant subsides et investissements, mais n'obtenant pas ce qu'elle souhaite, une reprise des discussion sur son adhésion. Critiqué -mais pas condamné- par l'Union Européenne et l'ONU à la suite de la vague de répression qui s'est abattue sur le pays depuis Juillet, ciblant principalement les progressistes de HDP et les kurdes, le président de l'Etat Turc a donc répondu par une pique.

Erdogan a donc déclaré: "Certains pourraient me critiquer mais je fais part de mes opinions. Par exemple, je me demande pourquoi la Turquie ne rejoindrait-elle pas l'Organisation de Shanghai?" De même, il menace d'un référendum sur le processus d'adhésion à l'UE avant la fin de l'année si celle-ci ne reprend pas les négociations.

Bonne marchande, elle monnaie son allégeance à l'autre coté, pour flairer si l'Organisation de Shanghai lui offre mieux. Quant à savoir si il s'agit d'un virage complet ou d'un bluff pour faire monter les enchères, difficile à dire.

Pour autant cela est révélateur de la situation particulière dans laquelle se trouve l'équilibre militaire: La Turquie, depuis son apparition, à la partition de l'Empire Ottoman, a été l'objet de toutes les attentions, pour bloquer l'URSS naissante, pour verrouiller ses détroits, à l'inverse, de pressions de l'URSS pendant la Seconde Guerre Mondiale, pour qu'elle intervienne; mais également bastion de l'OTAN et de la réaction pendant la guerre froide. »

Les alliances sont instables et sont souvent empreintes d'esprit de girouette. Mais elles sont révélatrices des rapports de forces internationaux. Aujourd'hui, des Etats opportunistes peuvent déclarer leur souhait de se lier à la Russie, non par amour, mais bien parce qu'elle semble apporter un nouveau souffle impérialiste, un nouveau partage du monde, dans lequel certains aimeraient se voir jouer le rôle de gagnants.

Ukraine.

Parallèlement à la question de la Syrie, un autre secteur chaud a retenu la large majorité des attentions. L'Ukraine.

Ukraine, étymologiquement parlant, est un nom qui résume son enjeu. Le nom est attesté au XVIIème siècle, et porte une signification lourde de sens. Il est issu de l'ukrainien *Україна*, Oukraïna ou du russe *Украина*, Oukraïna. Le terme signifie "bout, extrémité" en Russe ; en Bulgare il signifie "coin, terminaison, fin." Etymologiquement parlant, l'Ukraine est une marge de l'Empire Russe, une zone tampon entre le monde Slave et le monde Germain et Latin. Carrefour des mondes, l'Ukraine est également un de ces points géopolitiques fort courtisés. Ce qui ne gêne rien, l'Ukraine est riche, riche d'une terre noire à l'Ouest, riche dans ses sous-sols à l'est. Elle attire et excite les convoitises à plus d'un titre.

L'immense plaine Ukrainienne est le champ de manœuvre vers les Balkans, vers le sud de l'Europe, tout comme vers l'Oural. Les cavaliers d'Attila, de Gengis Khan sont passés par ce chemin. Les chars de Hitler également. Si les Etats Baltes sont le terrain de manœuvre du Nord, l'Ukraine monopolise le sud. Entre les deux, l'immense marécage du Pripiet les isolent.

L'Ukraine est une région divisée en trois. Un occident agricole, pro-UE, plutôt d'une teinte idéologiquement réactionnaire. C'est là que les nationalistes ukrainiens trouvèrent leur point d'appui, avec l'aide des services secrets Ouest-Allemands, pour continuer jusqu'en 1956 la guerre contre les soviétiques.

L'est est de tradition ouvrière, le long du bassin du Donbass, industrialisé par l'URSS. Il est très clivé au niveau des votes, lesquels vont généralement vers des partis pro-russes. Les irrédentistes Russes ont ressorti des cartons poussiéreux du tsarisme le concept de *Novorossia*, Nouvelle-Russie, pour en justifier les velléités d'annexion.



Figure 15 Les voies d'invasion traditionnelles.

La Crimée est un cas à part. Elle n'a été intégrée dans l'Ukraine qu'avec Nikita Khrouchtchev, en 1954. Après la chute de l'URSS, en 1991, la base navale de Sébastopol est demeurée *de facto* sous le contrôle Russe, bien que *de jure* la région autonome de Crimée soit Ukrainienne. Elle compte 58% de Russes contre 24 % d'Ukrainiens, ce qui en fait la cible de l'irrédentisme grand-russe. De plus, la Crimée est un porte-avion incoulable sur la mer Noire. Elle est un bastion naturel, en témoigne les grandes difficultés qu'ont eu les Allemands à la conquérir. La base de Sébastopol est une forteresse dans la forteresse, elle est l'archétype de la base navale idéale.

L'Ukraine est une cible de l'OTAN et, dans une moindre mesure, de l'UE. Dans *Le Grand Echiquier*, Zbigniew Brzezinski voyait dans l'intégration de celle-ci dans les deux organisations un coup fatal porté à la puissance Russe. Consciente de cela, la Russie a tout mis en œuvre pour que cela n'arrive jamais, considérant que l'intégration géopolitique de l'Ukraine dans l'occident serait un *casus belli*.

Dans cette situation, le gouvernement Ukrainien est fatalement tiraillé entre pro-russes et pro-européens. Entre 1991 et 2005, cependant, l'Ukraine demeure globalement dans des termes

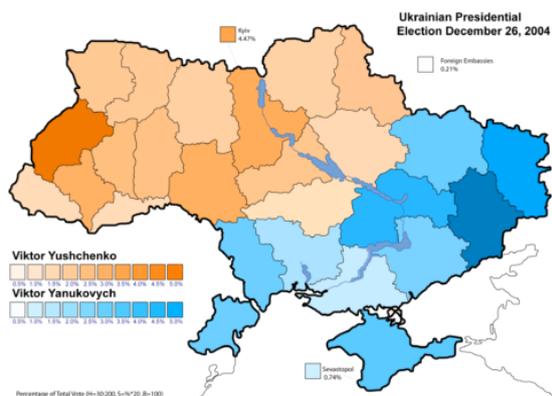


Figure 16 Résultats de l'élection présidentielle de 2004

acceptables avec la Russie. 2005 marque l'arrivée de la "Révolution Orange", et l'irruption au pouvoir d'une coalition pro-Européenne, sous l'égide de Ioulia Tymochenko et sous la présidence de Viktor Iouchtchenko. Cette irruption a entraîné, de la part du Kremlin, une réponse politique forte, déstabilisant le gouvernement. Le premier dure 9 mois, le second un an, le troisième - pro-Russe, sous la direction du Parti des Régions- un et demi, avant un retour de Tymochenko pour deux ans et trois mois.

La période est marquée par des tensions importantes. Le levier de la Russie est le gaz. D'une part car l'Ukraine perçoit un loyer pour le passage des gazoducs, de l'autre car elle bénéficie de tarifs préférentiels. La Russie peut difficilement la contraindre directement, car un gazoduc ne s'éteint pas comme un interrupteur. Elle ne peut

empêcher l'Ukraine de se servir. En revanche, en modulant la pression du gaz, elle peut en priver ceux qui sont en bout de file, notamment la France. C'est une France mécontente qui fait, au final, pression sur l'Ukraine pour qu'elle tempère ses exigences.

En 2010, le retour du Parti des Régions au pouvoir, pour quatre ans, marque un retour d'une lune de miel entre les deux Etats. Viktor Ianoukovytch est élu et a comme premier ministre Mykola Azarov. Tymochenko, accusée de corruption, est emprisonnée, soulevant la colère de ses partisans.

En 2013, la crise gronde. L'Ukraine est au bord de la faillite économique. Le salaire moyen est maigre (160€/mois), le pays est en surendettement complet. Il est la proie des vautours impérialistes. D'un côté l'UE refuse un prêt de 20 milliards d'Euros tout en promettant une aide financière, de l'autre la Russie propose 15 milliards de dollars contre l'ouverture des barrières douanières.

L'attitude peut paraître étrange, mais l'UE ne veut pas offrir une somme colossale en prêt à un gouvernement qui lui est géopolitiquement hostile, argent qui sera, de plus, dépensé chez les Russes. Elle préfère traiter au cas par cas en fonction des intérêts des entreprises Européennes. Les Russes ont moins d'états d'âme, sachant que toute somme prêtée leur reviendra, avec intérêts, dans la poche, tandis que les produits Russes peuvent inonder le marché Ukrainien.

L'annonce du rejet de l'accord avec l'UE, le 21 novembre 2013 a entraîné une onde de colère. Elle s'est transformée en mouvement appelé Euromaïdan, rassemblant plusieurs centaines de milliers de personnes. Ce mouvement de protestation s'est étendu sur plusieurs mois, avec des images spectaculaires d'affrontements entre partisans du pouvoir, opposants et police. 84 morts ont été recensés, avec un schéma de glissement vers la violence similaire à celui de la Syrie.



Figure 17 Scène de chaos place Maïdan

Le mouvement prend fin avec une fuite du gouvernement Ukrainien vers la Russie, entraînant la mise en place d'un gouvernement pro-européen, particulièrement marqué à droite voire à l'extrême-droite néo-fasciste.

Les fascistes ont d'ailleurs joué un rôle particulièrement important dans le mouvement de Maïdan. Si la très grande majorité des mobilisés portent des

revendications libérales et une volonté d'ouverture vers l'UE, les fascistes ont réussi à pouvoir s'imposer comme une force de poids. Le Kremlin, les pro-russes, les anti-euromaïdan et les campistes ont eût tôt fait de cataloguer tout opposant au régime sous ce terme là, niant la dimension géopolitique importante, cruciale, de la question.

En revanche, il est indéniable que ce mouvement a donné un allant immense aux groupes d'extrême-droite Ukrainiens. Ainsi, à Odessa, les militants de *Pravyi Sektor* incendièrent la maison des syndicats, tuant 32 personnes. Dans le gouvernement de Poroshenko, les fascistes de *Svoboda* et de Secteur Droit disposent d'une assise importante.

A la suite de la mobilisation, une partie de l'oligarchie économique et industrielle de l'Ukraine se rallie au nouveau gouvernement, y compris dans la partie traditionnellement pro-russe. Dans les régions à forte présence russophone, des vexations sont mises en place, notamment contre la pratique de la langue.



Figure 18 Images de la répression policière.

Le clivage s'est transformé en conflit.

La Crimée a mis en œuvre, dans la foulée, un référendum sur l'indépendance. Le 16 mars 2014, elle proclame, avec 83% de votants et 96.77% de vote pour, sa sécession de l'Ukraine et son rattachement à la Russie. Le déroulement du référendum a été l'objet de vives critiques de la part des opposants, tandis que ses zéloteurs l'ont applaudi des deux mains. Toujours est-il que la Russie, dans la foulée, est entrée en Crimée pour en prendre le contrôle. Les "hommes polis", comme les surnomment les Ukrainiens, cagoulés et silencieux, prennent le contrôle des institutions de la péninsule.

Il s'agit là d'un fait incroyable. La Russie a pu ainsi prendre possession de ce territoire sans tirer un coup de fusil, sans un coup de canon. Après une telle opération, il aurait été logique de voir une levée de boucliers, voir même une escalade. Il n'en fut rien. Immédiatement après cette entrée fracassante, la Russie la minore de manière maximale. La désescalade est efficace. Des sanctions sont prises, économiquement, mais leur effet est -au final- contre-productif. Le marché russe chute de 10%, mais la banque centrale Russe relève ses taux d'intérêt pour stabiliser la monnaie. La Russie augmente de 80% le prix du gaz fourni à l'Ukraine, pour étrangler le pays et pour compenser ses pertes.



Figure 19 Les zones de troubles dans l'Ukraine.

De plus, la partie la plus pro-Russe de l'Ukraine est aussi entrée en rébellion contre le pouvoir. Elle a initié, sous un vernis soviétisant, la République Populaire de Donetsk et la République Populaire de Lougansk. Cette république autoproclamée est difficile à analyser. Les informations qui en sortent transitent souvent par le mémoire déformant du Kremlin ou de ceux qui lui sont hostiles. Il n'est pas évident de déterminer le caractère politique de cette région, bien qu'elle ait immédiatement suscité l'adhésion des forces campistes. Il est par contre notable que Hubert Fayard, ex-membre du Front National, soit le représentant

de la République de Donetsk en France, illustrant un mélange des genres toujours vivant.



Figure 20 Avion ukrainien abattu.

En Avril 2014, les militants et militantes rejetant le nouveau gouvernement prennent d'assaut les bâtiments officiels et se déclarant indépendants. Le conflit prend une tournure militaire. Le pouvoir Ukrainien envoie son armée pour juguler la contagion et détruire les insurgés. L'opération est indiquée comme antiterroriste, mais ressemble à une guerre.

Les villes sont bombardées, les villages sont incendiés. L'Ukraine utilise des chars, des avions de combat, des hélicoptères. Les insurgés répondent avec des armes fournies par la Russie et aux "égarements" de troupes Russes et du FSB de l'autre côté de la frontière. Aux milices d'autodéfense des deux républiques répondent des groupes armés ukrainiens, dont l'un Azov, s'est taillé une sinistre réputation de bataillon néo-nazi. La ligne de front évolue peu, et, depuis 4 ans, le conflit semble s'être enlisé. Les bombardements sporadiques continuent, mais, là aussi, comme en Crimée, la situation semble être partie pour durer.

L'objectif, à terme, semble d'établir une zone qui suivrait, grossièrement, le contour du bassin versant du Don, voir du Dniepr, et de rassembler les zones majoritairement russophones ou russophiles dans la fédération de Russie. Le fait que la Russie puisse, par des guerres interposées, avancer ses pions dans le secteur est une preuve de l'accentuation de sa puissance militaire et géopolitique. Le fait qu'elle cible les zones russophones et



Figure 21 L'iconographie politique du bataillon Azov

russophiles laisse supposer qu'elle peut reproduire le même schéma sur les Etats baltes, ce qui suscite l'inquiétude de l'occident et de l'OTAN. Les premiers, dans les derniers débats au sein de l'Organisation Atlantique ciblent désormais précisément la Russie comme la menace principale pour la paix et la sécurité des membres de l'alliance. Elle préconise donc un renforcement de la présence militaire en direction des frontières russes. Elle préconise, en premier lieu, de la renforcer dans la Baltique.

Pourquoi les Etats Baltes ?

Dans cette optique, les Etats Baltes sont une cible intéressante et cohérente avec les intérêts de la bourgeoisie russe.

De nombreux aspects l'expliquent, certains purement contingents, d'autres nettement plus politiques.

Une forte composante de défense et de consolidation sous-tend cette pression sur les Etats Baltes. Même si la nature de l'Etat a grandement changé depuis 1941, les dirigeants russes n'ont

absolument pas oublié l'invasion germano-fasciste. Ils n'ont pas oublié que les Etats Baltes ont été l'autoroute de l'invasion. Ils n'ont pas oublié qu'il n'a fallu que deux mois pour atteindre Leningrad et l'encercler. Eloigner la frontière des centres stratégiques à sous-tendu toute la diplomatie soviétique depuis la mi-1939. Elle explique la guerre avec la Finlande, pour quelques kilomètres salvateurs ; elle expliquait l'intervention en Bessarabie et dans les Etats Baltes.

Aujourd'hui, les cent kilomètres qui séparent Narva, en Estonie, de Saint-Pétersbourg ne protégeraient guerre plus d'une journée d'une véritable offensive militaire de grande ampleur. Pour un Etat aussi méfiant vis-à-vis de sa situation géopolitique, une telle vulnérabilité est inacceptable. Cela explique également le verrouillage extrêmement ferme de Kaliningrad, véritable bastion sur la route du Nord.

La question des populations Russes habitant dans les pays de la Baltique est également au centre des revendications de la Russie. L'immense masse d'individus ethniquement Russes est également un souci pour les Etats Baltes de culture germanique. Ils sont traités avec suspicion, comme une cinquième colonne, comme des traîtres potentiels. Derrière cela, un fond de racisme anti-slave réside, avec une mise en avant des figures de la collaboration comme catalyseur. Citoyens de seconde zone, maltraités, ces russophones se tournent, par effet de miroir, vers la Russie, forment des organisations favorables à un rattachement, deviennent effectivement des agents de la Russie. Cette situation et cette trajectoire n'ont rien de novateurs, ils sont un phénomène qui s'est reproduit à plusieurs reprises dans l'Histoire.

Il est difficile de déterminer quelle est la part de sincérité de la Russie vis-à-vis des minorités au sein des pays Baltes. Véritable souci ou paravent ? Difficile à déterminer, mais il est fort probable que la vérité se trouve quelque part entre les deux.

Mais la Russie trouverait également des avantages éminents à pouvoir pressurer les pays Baltes, voir même les intégrer dans sa sphère d'influence par différentes méthodes d'intensité variables. Rompre l'isolement de Kaliningrad serait, pour Moscou, une grande avancée, lui permettant de mettre en valeur, de manière nettement plus efficace, son îlot gagné sur la Prusse-Orientale. Entouré de pays de l'OTAN, en face d'une mer hostile, l'enclave de Kaliningrad vit dans un climat de siège, dans un sentiment d'insularité.

Autre aspect essentiel, la question des terminaux pétroliers et gaziers. Pendant la guerre, les soviétiques ont été confrontés au risque de se voir coupés des apports pétroliers du Caucase. Bakou, en Azerbaïdjan avait été la cible de la IV armée, en 1942-1943. Dans le cadre d'une politique de diversification des sources d'approvisionnements, les soviétiques ont ouvert Bakou II, dans le nord de l'Oural, au Timan-Péchora et dans la plaine de Sibérie occidentale. Cette région riche en gaz et en pétrole est

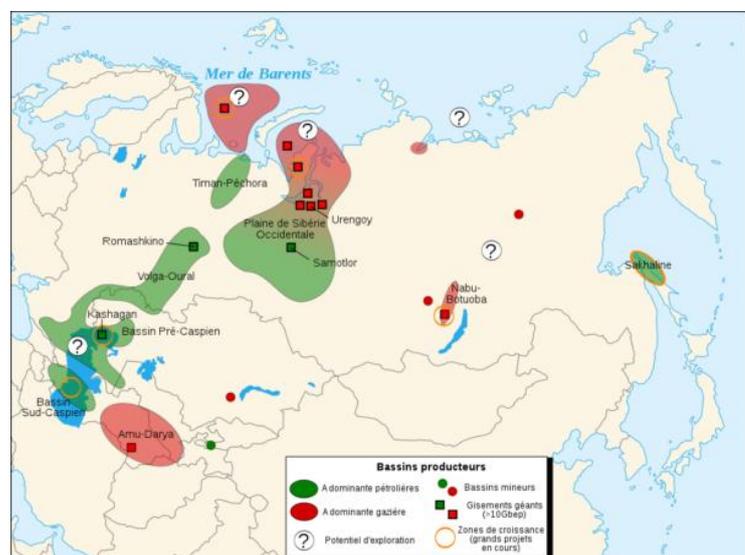


Figure 22 La géopolitique énergétique de la Baltique

désormais un des poumons économiques de la Russie.

A l'époque, l'URSS, logiquement, avait choisi de construire ses infrastructures pour qu'elles soient les plus rationnelles. Ainsi, l'exportation du gaz ne passait pas par le golfe de Finlande, victime des glaces, mais bien par les terminaux portuaires de Ventspils, de Riga, de Liepaja en Lettonie et de Klaipeda en Lituanie. Ces villes étaient alors des villes soviétiques, dont l'immense avantage était d'être libres de glace pendant la plus grande partie de l'année.

Aujourd'hui, ces villes dépendent de pays géopolitiquement hostiles. Faire pression sur les gouvernements inamicaux de ces Etats intéresse fortement la Russie, qui se verrait bien reprendre sa liberté d'exportation d'hydrocarbures. Une partie des lignes ont été remisées sur Saint-Pétersbourg, exigeant l'achat de gaziers de catégorie "glace", capable de fonctionner en hiver. Il s'agit d'un pis-aller dont la Russie se passerait bien, d'autant que si un pétrolier est simplement un navire qu'on remplit de pétrole, un navire gazier exige des infrastructures extrêmement lourdes de liquéfaction du gaz.

Mais assujettir ces régions serait également une manière de franchir le cercle d'acier qui entoure la Russie. Or, l'occident et l'ONU ont fait usage d'un certain nombre de procédés pour tenter de contrer l'influence grandissante de la Russie. Ces procédés ont fait long feu.

D'une part car cette politique a renforcé, au final, le soutien au gouvernement, en accréditant la thèse d'une volonté occidentale d'encercler et de réduire la Russie.

De l'autre car elle a poussé la Russie à changer ses orientations économiques.

La Russie était un état rentier. Il exportait des armes, de la technologie -particulièrement militaire et spatiale- des denrées agricoles et minières, mais, surtout, du gaz et du pétrole. Un gaz et un pétrole dont les oligarques n'avaient qu'à ramasser les rentes, sans jamais investir dans le développement économique du pays. Les infrastructures et l'industrie du pays étaient en déliquescence plus ou moins complète.

L'occident, en bloquant les exportations de la Russie, pensait la contraindre, l'étrangler. Or, les sanctions économiques n'ont pas eu l'effet escompté. La Russie a souffert un temps de cette perte. Mais le choc passé, les sanctions se sont avérées un boomerang.

L'Histoire compte un bon nombre d'exemples d'échecs de ces systèmes. Privés de partenaires commerciaux chez qui ils pouvaient faire leurs achats de produits de haute technicité, ces pays ont du lancer des développements en interne, restructurer leur industrie industrialisante, recréer une base économique solide et autonome. En dernière instance, la Russie ressort renforcée de ce bras de fer. Elle a survécu au plus gros de la crise. S'il est trop tôt pour pouvoir déterminer quel est le résultat final de ces sanctions, il semble clair que la baisse du PIB enregistrée est temporaire. L'économie

GEOPOLITIQUE DE L'ENERGIE DES PAYS BALTES

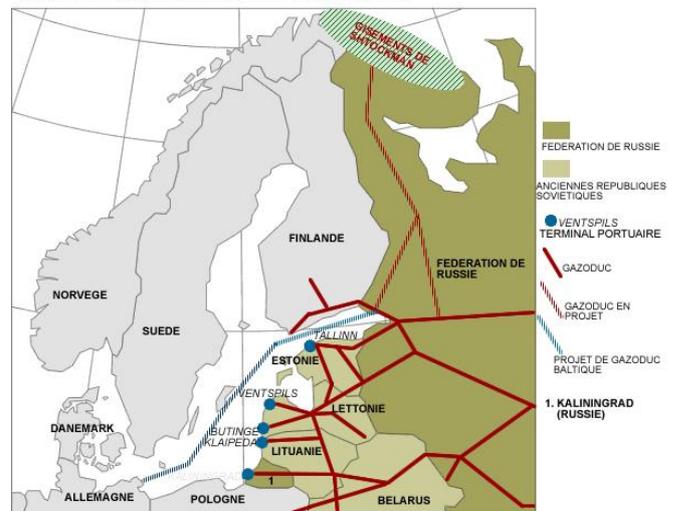


Figure 23 Carte des gisements d'hydrocarbures en Russie

Russe se transforme, et s'oriente des échanges avec des partenaires privilégiés : Iran, Syrie loyaliste, Asie Centrale, Chine... en lieu et place de l'Europe. La place de la Russie, géopolitiquement, s'affermir.

Un équilibre stratégique précaire.

Stratégiquement, cependant, la Russie n'est pas en mesure de se montrer un compétiteur. Elle ne dispose pas de la capacité de projection de force de l'OTAN. La Russie n'est pas prête d'être une puissance aéronavale rivalisant avec les USA. Ni son industrie, ni son expérience ne lui permet de se placer sur la même marche du podium. Qu'il y ait alliance avec la Chine ou non, il ne paraît pas envisageable de voir un concurrent naval à Washington avant plusieurs décennies, et ce malgré les nouveautés présentées au salon de l'armement de 2014. Celle-ci promettent un accroissement des capacités aéronavales russes.

Le *soft power* est également nettement plus réduit que celui de ses concurrents. Certes, l'antiaméricanisme est de bon aloi en occident. Les USA sont raillés, moqués ou conspués. Mais pourtant, de manière quasiment atavique, la présence sécurisante de leur armée est réclamée. Une grande partie de la gauche elle-même est marquée par cette américanophilie en filigrane.

Elle progresse, il faut le noter. La Russie à récupéré de l'expérience soviétique certaines méthodes particulièrement efficace pour déstabiliser l'adversaire. Dès la Grande Guerre patriotique, les soviétiques sont passés maîtres dans l'art de la *Maskirovka*, le camouflage, la tromperie, la déception -au sens étymologique du terme, à l'opposé de "perception". Joukov, préparant la contre-offensive de Stalingrad, avait masqué l'ampleur des préparatif par des dispositifs extrêmement sophistiqués, des leurres, des faux ordres, des clairons sonnait l'offensive de manière constante, un usage de la musique comme camouflage, mais également comme moyen de démoralisation.

Aujourd'hui, ce sont les agences de presse du Kremlin qui font ce travail. *Russia Today* et *Sputnik*, tout comme *Russia Beyond the Headlines* ou d'autres, sont tout autant d'agences de la *Maskirovka*. Il s'agit, pour les russes, de provoquer la division au sein des Etats qu'elle affronte, de susciter des tensions et des conflits, de surfer sur ceux qui existent.



Figure 24 *Sputnik* un des points d'appuis médiatiques du Kremlin

Ces agences jouent sur deux aspects : une russophilie nostalgique de l'époque soviétique, nostalgique de l'URSS -particulièrement brejnévienne- qui se retrouve chez les individus liés au PCF ou aux organisations qui en sont issu. Ceux-ci ont une sympathie plus ou moins inconsciente pour la Russie et pour son gouvernement, et son empreints d'un désir de revanche contre l'occident capitaliste. Ils ne comprennent pas le changement de nature progressif de l'URSS, entre 1956 et 1991 et ne parviennent pas à tirer un trait sur la fin de l'Union Soviétique.

Les seconds sont situés à l'extrême-droite, ils sont des admirateurs de l'aspect dur, viril, ferme et traditionnaliste du pouvoir du Kremlin. L'homophobie, le repli autour de la famille, de la religion, autour de la race, tout cela leur plaît. Ils voient en Poutine un

rempart contre la déliquescence de leurs valeurs, tout comme un rempart contre le "mondialisme". Ces individus fantasment sur un rapprochement entre la France et les BRICS, dans une idée de coalition des dominés contre les dominants.

Il n'existe pas de muraille de Chine, par ailleurs, entre les deux conceptions, lesquelles s'entremêlent parfois dans une bouillie informe, mais dont les aspects majoritaires et principaux demeurent des tendances réactionnaires, négatrices de l'impérialisme français tout comme de celui de la Russie.

Sputnik, Russia Today, leur servent la soupe dont ils s'alimentent et dont ils alimentent leur propagande. Ce n'est pas un hasard, si le 20 décembre 2017, pour sa soirée de lancement, la chaîne Russia Today recevait un panel de personnalités allant de Djordje Kuzmanovic le lieutenant barbouze de Mélenchon jusqu'à Nicolas Dupont-Aignant ou François Asselineau. Ce joli monde se rassemble autour d'une même ligne : négation de l'impérialisme Russe et de celui de la France.

Ces chaînes sont des machines à *Fake News* capable de pouvoir déclencher des crises importantes et de brouiller les cartes. Ainsi, *Sputnik* avait déclaré la présence d'un porte-avion Chinois en méditerranée, clamant le début d'une intervention de l'Empire du Milieu en Syrie. Rien n'était plus faux, mais rien n'était plus difficile à vérifier sur l'instant. Le reste du temps, les prises de position réactionnaires ou fascistes de ces journaux servent la soupe à l'extrême-droite et aux partisans de la *European Race War*. Ce n'est pas un hasard si les banques Russes ont financé le Front National.

Il ne fait désormais aucun doute sur l'influence qu'ont eu ces médias sur l'élection présidentielle et sur la défaite de la candidate démocrate Hilary Clinton. Donald Trump, cela sera certainement prouvé par les enquêtes et les interrogatoires, a été aidé par des agents et des hackers russes. Il a bénéficié d'un soutien logistique de la part de la Russie, laquelle a aidé à la montée au pouvoir de ce personnage particulièrement inefficace. Les USA ont fait et auraient fait de même, il s'agit là d'un juste retour des choses, mais qui révèle la puissance montante de la Russie.

Mais cela ne fait pas tout. Les budgets militaires sont invraisemblablement disproportionnés: les pays de l'OTAN ont dépensé, en 2016, 866 milliards de \$ pour les questions relatives à leur défense. L'ensemble des pays de l'Organisation de Coopération de Shanghai ont, quant à eux, utilisé 364 milliards, soit moitié moins. Cependant, dix ans auparavant, le ratio était de 10 : 1 (796,7 milliards contre 85). Il s'agit donc d'une perspective particulièrement intéressante à étudier, d'autant que le budget ne fait pas tout.



Figure 25 Le F-35, catastrophe ou succès ?

Le matériel occidental est victime de la loi des rendements décroissants. Un F-15 des années 80 coûtait 31.1 millions de dollars. Un F-22 du début du XIXe siècle coûte 360 millions de dollars l'unité. Un F-35 - toujours non opérationnel - est annoncé à 299 millions de dollars l'unité, mais cette information est à prendre au conditionnel. Elle ne reflète pas non plus le coût du programme

commun supérieur à 1 000 milliards de dollars. Cette hyperinflation des coûts se traduit par plusieurs choses :

- Des avantages marginaux d'un point de vue opérationnel, malgré le fait que le F-35 soit considéré comme un "*force multiplier*", permettant d'accroître l'efficacité des forces combattantes dans le secteur.
- Une vulnérabilité technologique plus élevée, induisant une usure prématurée, des pannes répétitives et une indisponibilité importante.
- Un format militaire réduit, limitant la possibilité de manœuvre, la possibilité d'engagement dans la durée, de rotation du matériel. Cette réduction du format rend également beaucoup plus difficilement acceptable les pertes.
- Une perte de prestige importante en cas de destruction de l'engin pour son utilisateur, tout comme une victoire morale pour l'adversaire. L'exemple même est la destruction d'un F-117 furtif par les Serbes lors de la guerre du Kosovo.

Le matériel occidental est conçu par rapport à des idées de contraintes budgétaires. Il est fait pour durer. Les B-52 datent de la guerre du Viêt-Nam. Les M1A1/A2 datent d'avant la guerre du Golfe. À l'inverse, le matériel Russe est conçu pour la casse. Un MIG-29 doit remplir sa mission. La survie est optionnelle et la réutilisation un luxe. Il en résulte une capacité d'engagement supérieure de la part des forces de l'Est. Pourtant, cette philosophie ne signifie absence de soucis pour la survivabilité. Pour la première fois depuis les IS-3 de 1945, une rupture technologique s'est faite dans les blindés. La mise en œuvre de protections passives et actives est centrale dans le nouveau char de Moscou, le T-14 Armata. Entre les munitions tueuses de roquettes, les grenades fumigènes, la tourelle télé-opérée, l'équipement futur de l'Armée Russe laisse songeur.



Figure 26 La tourelle téléopérée du T-14 Armata, un concentré de technologie.

Il ne faut pas sur Cependant, il ne fait pas de doute quand au fait que la trajectoire des USA soit plutôt déclinante. Le poids de la dette, l'application de la loi d'Augustine sur les coûts exponentiels, la rupture d'un certain consensus post-onze septembre... de nombreux facteurs, évoqués dans notre brochure *Les USA et le monde* ainsi que dans les divers articles que nous avons pu publier à la suite de l'élection de Trump permettent de s'en faire une idée.

Si la Chine est certainement l'acteur géopolitique qui émerge le plus nettement comme un facteur de poids, à terme, la Russie lui emboîte le pas. Depuis la chute de l'URSS, sous une direction qui prend de l'assurance, elle vise à reprendre une place de poids dans les relations internationales. Le modèle qu'elle suit, en revanche, ne peut qu'évoquer une Russie tsariste, luttant contre le progressisme, luttant contre les idées d'égalité sociale, luttant contre les avancées démocratiques, plus qu'une URSS-bis, ce que certains s'obstinent à voir.

Si le commerce international continue de passer par Suez ou par Panama, la route du pôle nord, ouverte par le réchauffement climatique, changera profondément les points de passage. Cette



Figure 27 Les nouvelles routes du commerce.

ouverture des côtes nord de la Russie est à la fois une aubaine pour elle, lui permettant de mettre en valeur cette région. L'accès au fond océanique est une source de conflits potentiels, en particulier avec le voisin d'en face, Canadien. Elle est aussi une menace, car la fonte des glaces entame une partie du front nord du *Heartland*, l'ouvrant aux possibilités de campagne militaire.

Notre point de vue, contrairement à ce que certains navigateurs en solitaire du léninisme ont pu écrire, est celui du constat. Nous ne sommes pas des "kollabos" de l'impérialisme américain en indiquant que la Russie possède des projets géopolitiques, et que ces projets visent à assouvir certains intérêts de sa

bourgeoisie, en particulier la plus agressive. La bourgeoisie russe a oscillé un temps entre être une bourgeoisie de *compradores* ou une bourgeoisie impérialiste. Si les investissements bancaires russes -visés par les sanctions, par ailleurs- n'en font pas une grande puissance économique, il ne fait nul doute qu'elle a l'ambition de la devenir, ainsi que la volonté politique.

Communistes, nous sommes hostiles aux provocations militaires de l'occident contre la Russie, tout comme nous sommes hostiles à toute provocation militaire en général. Mais nous ne pouvons tracer une équivalence URSS - Russie, alors que, déjà, nous ne traçons pas une équivalence entre URSS jusqu'à 1956 et URSS de 1956 à 1991.

UNITE COMMUNISTE -LYON-

MEMBRE DES AMIS DE L'ICOR EN FRANCE.



Unitecommuniste.fr

Unite.communiste.lyon@gmail.com

Unité Communiste Lyon

@UniteCommuniste

